



Paris, le 19 juillet 2017

Question de l'eau vue par Monsieur Hulot : constats partagés, solutions attendues

Auditionné par la Commission des affaires économiques au Sénat, Nicolas Hulot Ministre de la transition écologique et solidaire, s'est prononcé sur sa vision de la politique de l'eau. Alors que le ministre prévoit de présenter un plan le 9 août prochain en conseil des ministres, les Irrigants de France entendent rappeler les impératifs pour l'agriculture française.

Un constat partagé

Oui le changement climatique est réel. Les agriculteurs le constatent année après année et adaptent leur mode de culture : décalage du cycle dans le temps, pratiques et matériel d'irrigation de plus en plus économes en eau. Et les résultats sont là : 30 % d'économies d'eau ont été réalisés par les irrigants au cours des 10 dernières années.

Les solutions existent

- Stocker l'eau en hiver pour l'utiliser en été. C'est la première des assurances récolte et une réponse positive pour l'environnement, le consommateur, le vacancier et tous les citoyens en cas de sécheresse. Il convient donc d'investir pour l'avenir : les besoins de stockage représentent 500 millions de m³ au niveau national et nécessitent 1.5 milliard d'euros d'investissement. Il ne faut plus hésiter !
- Réutiliser les eaux traitées : des projets viables existent mais sont compromis par une réglementation nationale trop contraignante. Il faut l'assouplir dans le plus grand respect de la sécurité sanitaire. Il faut simplifier !
- Conforter l'avenir de notre agriculture, et donc de notre alimentation. Les agriculteurs ayant investi dans l'irrigation doivent pouvoir compter sur un volume d'eau minimum et pérenne dans une démarche de partage des usages. Préserver l'agriculture irriguée c'est aussi contribuer à l'économie des territoires. Il faut la développer !

Eric Frétilière, Président d'Irrigants de France : « *Alors que démarrent les états généraux de l'alimentation, rappelons que l'agriculture irriguée nourrit plus de monde par unité de surface. Elle permet à de petites exploitations familiales, et souvent tournées vers des productions à haute valeur ajoutée, de rester viables. Il est donc urgent de se doter d'une politique de l'eau lisible et durable au service de tous nos concitoyens et de leur alimentation. Nous l'attendons pour le 9 août.* ».

Contact Presse : Anne KETTANEH : 06.83.22.05.01 - anne.kettaneh@agpm.com